

Le logement—Loi

rence de \$7,500 par unité. Elle vise enfin à étendre les types de prêts consentis.

Tout d'abord, je voudrais rappeler quelques déclarations qu'ont faites à la Chambre trois ministres du cabinet. Je commencerai par celle du ministre des Travaux publics (M. Cosgrove) qui, le 10 décembre 1981, a déclaré, à propos de la crise du logement qui sévit au Canada, que cette crise n'est pas la pire jusqu'ici. Personne ne voudrait contester cette affirmation, mais pour la plupart des gens dont les maisons sont hypothéquées, cette crise est de loin la pire qu'ils aient jamais vue.

Je voudrais, en deuxième lieu, citer quelques déclarations du premier ministre (M. Trudeau). Le 3 décembre, à Toronto, plus précisément, le premier ministre prétendait que si les taux d'intérêt étaient si élevés c'était de la faute des banques, de l'économie de marché et des particuliers qui réclament des bénéfices toujours plus intéressants sur les obligations d'épargne du Canada, et non pas celle de son gouvernement. Comme si cela ne suffisait pas, le ministre des Finances (M. MacEachen) nous annonçait dans son exposé budgétaire du 12 novembre 1981 que les taux d'intérêt ne baisseraient que de 1 p. 100 par an d'ici durant les quatre prochaines années. Ce n'est pas une nouvelle réjouissante pour les Canadiens. En fait, pour la plupart de nos concitoyens qui voudraient bien s'acheter une maison, ou qui doivent renouveler leur emprunt hypothécaire, cette déclaration se révèle plutôt désastreuse.

Je voudrais revenir sur ce qui a été dit à la Chambre avant le dîner ce soir. Le député de Willowdale (M. Petersen), parlant des taux d'intérêt élevés qui sévissent au Canada, a voulu savoir si nous avions des suggestions à faire. Je lui ai dit que s'il revenait ce soir, il pourrait les entendre. Malheureusement, il n'est pas encore de retour. Il convient quand même de se demander pourquoi les taux d'intérêt sont si élevés. Pourquoi les taux d'intérêt causent-ils tant de problèmes aux Canadiens? Il doit bien y avoir une raison. Le bill C-89 traite des symptômes mais ne s'attaque pas à la maladie.

Voyons un peu pourquoi les taux d'intérêt sont si élevés. Le ministre des Finances aimerait nous faire croire à tous que les taux d'intérêt élevés découlent directement de l'inflation et que ces mêmes taux doivent rester élevés pour que l'inflation finisse par fléchir. Malheureusement, ce n'est pas la vraie raison. A ceux de nos vis-à-vis que la chose intéresse, je demanderai d'examiner le bilan de la balance des paiements nationaux du Canada de l'an dernier. La vraie raison leur sautera aux yeux. En effet, le gouvernement ne peut faire baisser les taux d'intérêt à cause de sa politique. Il provoquerait une crise monétaire au Canada. Les membres du gouvernement le savent bien, et permettez-moi de vous en donner l'explication en deux mots.

● (2010)

L'étude de la balance des comptes nationaux révèle que depuis deux ans, le Canada a perdu 17 milliards de dollars d'investissements à long terme qui sont partis pour l'étranger. Nous avons cependant réussi à rapatrier presque tous ces capitaux, soit près de 16 milliards. Malheureusement, monsieur l'Orateur, nous avons récupéré surtout du capital à court

terme. Les financiers appellent cela du capital flottant. On le retrouve là où les taux d'intérêt sont élevés. Si les taux d'intérêt sont plus élevés ici qu'à l'étranger, le capital viendra ici; s'ils sont plus bas, il s'en ira.

Ainsi la politique du gouvernement décourage le capital à long terme. Ce n'est pas de la spéculation, tout le monde peut consulter les chiffres. Nous avons subi un exode de capital et la raison pour cela c'est que notre cote de crédit n'est pas aussi bonne que celle d'autres pays, dont les États-Unis. C'est une réalité. Normalement, nos taux devraient être au moins de 1 à 2 p. 100 plus élevés qu'aux États-Unis afin d'encourager les investissements à long terme. C'est la politique gouvernementale qui a engendré ce problème.

Il existe toutefois un autre problème. Si le gouvernement a un déficit important, sa demande de capitaux entraîne forcément une hausse des taux d'intérêt. Personne ne le contestera. Nous ne devons pas oublier que 50 p. 100 de tous les emprunts au Canada sont aujourd'hui le fait des gouvernements fédéral et provinciaux.

Un autre problème important réside dans la protection du dollar. Les gouvernements provinciaux, dont la solvabilité est meilleure que celles des sociétés privées canadiennes, peuvent emprunter aux États-Unis ou en Europe à meilleur compte qu'ici même au Canada, ce qui permet de soutenir le dollar. Il suffit de considérer le montant des emprunts que les gouvernements provinciaux ont contractés à l'étranger pour s'en rendre compte. Cela relève d'une politique que le gouvernement fédéral a amené les provinces à adopter en 1975 ou 1976. Celles-ci se sont alors mises à emprunter en masse et ont continué de le faire jusqu'à présent. Voilà pourquoi nous avons des taux d'intérêt élevés. Cela n'a pas grand chose à voir avec l'inflation; c'est un facteur mineur. Les sorties de capitaux s'expliquent par le fait que le gouvernement décourage l'investissement au Canada. Les chiffres des comptes nationaux font voir un exode de capitaux d'investissement à long terme.

L'autre facteur, bien sûr, est l'effort que le gouvernement déploie pour nationaliser les entreprises énergétiques au moment même où elles se canadianisent davantage. Le gouvernement a jugé le moment propice à son intervention et à l'achat de sociétés canadiennes. Celles qui n'appartenaient pas à des Canadiens, se comportaient en bons citoyens, sous la direction de Canadiens. Le gouvernement a décidé de s'approprier une plus grande part de l'industrie énergétique. Le député de Willowdale (M. Peterson) dit qu'il n'aime pas les taux d'intérêt élevés, qu'il souhaite les voir baisser, que les conservateurs n'ont pas de solutions.

Commençons par définir le problème. Je pense l'avoir fait. La question est la suivante: Comment y remédier? Pouvons-nous réduire les taux d'intérêt? Oui, mais nous devons faire certaines choses, par exemple favoriser les exportations.

Bien sûr, le député de Willowdale vous demandera: Quelles exportations? Nous avons un excédent de produits que nous ne vendons pas à l'étranger, par exemple le gaz naturel de